



ILLE-ET-VILAINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°35-2024-027

PUBLIÉ LE 30 JANVIER 2024

Sommaire

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités /

35-2024-01-29-00005 - Décision affectation AC et gestion intérim DDETS
35 - Janvier 2024 (18 pages) Page 3

Direction Départementale des Territoires et de la Mer /

35-2024-01-24-00005 - Impression (4 pages) Page 22

35-2024-01-24-00006 - Impression (5 pages) Page 27

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement /

35-2024-01-29-00003 - Arrêté INTERpréfectoral DU 29/01/2024~~??~~ Portant autorisation à déroger à la protection des espèces d'amphibiens présentes en Bretagne pour la période 2024-2030 dans le cadre de suivis scientifiques (10 pages) Page 33

35-2024-01-17-00005 - Arrêté fixant des prescriptions complémentaires relatives à la sécurité du barrage de la Cantache (7 pages) Page 44

Préfecture d'Ille-et-Vilaine / CABINET

35-2024-01-25-00003 - Arrêté portant attribution de la médaille de l'enfance et des familles au titre de la promotion 2023 (1 page) Page 52

35-2024-01-29-00001 - Arrêté relatif à l'organisation d'une session d'examen de formateur en premiers secours par le comité départemental de la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme d'Ille-et-Vilaine (FFSS) le vendredi 02 février 2024 à 9 h à LA RICHARDAIS. (1 page) Page 54

35-2024-01-29-00002 - Arrêté relatif à l'organisation d'une session d'examen de formateur en prévention et secours civiques par la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme (FFSS 35) (1 page) Page 56

Sous-Préfecture de Redon / Pôle sécurité

35-2024-01-29-00004 - Arrêté n° 22-35-4-001 portant abrogation d'une habilitation dans le domaine funéraire pour l'établissement COSTARD Denis à LA BOUSSAC (1 page) Page 58

35-2024-01-22-00009 - Arrêté n° 24-35-1-080 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire pour l'établissement Ambulances Guerchaises (THOMMEROT Catherine) à LA GUERCHE DE BRETAGNE (1 page) Page 60

35-2024-01-22-00010 - Arrêté n° 24-35-1-081 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire pour l'établissement Ambulances Guerchaises (THOMMEROT Catherine) à MARTIGNE FERCHAUD (1 page) Page 62

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

35-2024-01-29-00005

Décision affectation AC et gestion intérim
DDETS 35 - Janvier 2024



**Décision du 29 janvier 2024 portant affectation des agents de contrôle dans les
unités de contrôle et gestion des intérimis de la direction départementale de
l'emploi, du travail et des solidarités d'Ille-et-Vilaine**

**LA DIRECTRICE RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI,
DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS DE BRETAGNE**

**La Directrice régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région
Bretagne**

Vu le code du travail, notamment ses articles R. 8122-3 et suivants,

Vu le décret n°2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,

Vu le décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail,

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 2019 portant création et répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail,

Vu l'arrêté du ministre de l'économie, de la finance et de la relance, de la ministre du travail, de l'emploi, de l'insertion, du ministre des solidarités et de la santé en date du 25 mars 2021 confiant l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Bretagne à Madame Véronique DESCACQ à compter du 1^{er} avril 2021,

Vu l'arrêté du préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine en date du 22 décembre 2023 désignant madame Anne-Laure COULMEAU directrice adjointe de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ille-et-Vilaine directrice par intérim de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ille-et-Vilaine,

Vu la décision de la Directrice de la DREETS Bretagne du 27 novembre 2023 relative à la localisation et à la délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail pour la région Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine,

DECISION

Article 1^{er} : Responsables d'unité de contrôle

Sont nommés comme responsables des unités de contrôle de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ille-et-Vilaine les agents suivants :

Le responsable de l'unité de contrôle OUEST est : Madame Annie LEMEE

Le responsable de l'unité de contrôle EST est : Poste vacant

Le responsable de l'unité de contrôle NORD est : Poste vacant

Article 2 : Sections d'inspection du travail de la DDETS d'Ille-et-Vilaine

Les inspecteurs et contrôleurs du travail dont les noms suivent sont chargés des actions d'inspection de la législation du travail dans les entreprises relevant des sections d'inspection du travail composant les unités de contrôle du département d'Ille et Vilaine.

Unité de Contrôle Est

3 bis avenue de Belle Fontaine - CS 71714 - 35517 Cesson Sévigné Cedex

Téléphone : 02-99-12-58-38 ou 02-99-12-58-18

Numéro de section	NOM Prénom	Grade
EA1	CHAUVEAU DE BOURDON Stéphanie	Inspectrice
EA2	BOURDON Ann-Gaël	Inspectrice
EA3	BILLAUDE Christine	Inspectrice
E4	GUILLEUX Jean-Marie	Inspecteur
E5	PORTANGUEN Marjorie	Inspectrice
E6	AZE Jean-François	Inspecteur
E7	RENOUX Isabelle	Inspectrice
E8	BOHEAS Fabrice	Inspecteur
E9	GAUTIER DAVID Dominique	Inspectrice
E10	LE GUEN Cécile	Inspectrice
E11	Section vacante à compter du 1er février 2024	
E13	GRUEL Christophe	Inspecteur

Unité de Contrôle Ouest

3 bis avenue de Belle Fontaine - CS 71714 - 35517 Cesson Sévigné Cedex

Téléphone : 02-99-12-58-34 ou 02-99-12-58-26

Numéro de section	NOM Prénom	Grade
OT1	JOLLY Gaëlle	Inspectrice
OT2	RENAULT Patrick	Inspecteur
OT3	BOUCHET Corinne	Inspectrice
O4	MACE Murielle	Contrôleur
O5	Section vacante	
O6	GRIMAUD Natacha	Inspectrice
O7	CRESPIN-FAVÉ Anne-Sophie	Inspectrice
O8	Section vacante	
O9	CHARRIER Cécile	Inspectrice
O10	GAILLARD Sandra	Inspectrice
O12	GAU Béatrice	Inspectrice
O13	PICARD Lynda	Inspectrice

Unité de Contrôle Nord

3 bis avenue de Belle Fontaine - CS 71714 - 35517 Cesson Sévigné Cedex

Téléphone : 02-99-12-58-10

Numéro de section	NOM Prénom	Grade
N2	SAMSON Eric	Inspecteur
N3	LELIMOUZIN Fanny	Inspectrice
N4	CARRIQUE Ludovic	Inspecteur
N5	LE GALL Bruno	Inspecteur
N6	COET Jérôme	Inspecteur
N7	JAN Patricia	Inspectrice

12 rue de la Maison Neuve - 35400 Saint Malo
Téléphone : 02 99 21 18 80

Numéro de section	NOM Prénom	grade
N8	TOUTAIN Manuela	Inspectrice
N9	HOUITTE Stephane	Inspecteur
N10	CHAMBOLLE Pauline	Inspectrice
N11	ROUX Isabelle	Inspectrice

Article 3 : Pouvoirs de décision administrative relevant de la compétence exclusive d'un inspecteur du travail

Conformément aux dispositions de l'article R.8122-11-1° du code du travail, les pouvoirs de décision administrative relevant de la compétence exclusive d'un inspecteur du travail sont confiés aux inspecteurs du travail mentionnés ci-dessous pour les sections suivantes :

Unité de contrôle Ouest

Section	Inspecteur du travail
O4	l'inspecteur de la section OT1

Article 4 : Pouvoir de contrôle

Conformément à l'article R. 8122-10, lorsque l'action le rend nécessaire, les agents mentionnés aux articles 1 et 2 participent aux actions d'inspection de la législation du travail sur le territoire de la direction départementale à laquelle est rattachée l'unité de contrôle où ils sont affectés. A ce titre un contrôleur du travail peut assurer le contrôle d'un établissement situé sur le territoire d'une section d'un inspecteur du travail, en l'absence ou en cas d'empêchement de ce dernier.

Article 5 : Intérim des responsables d'unités de contrôle

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des responsables d'unité de contrôle désignés à l'article 1, l'intérim est organisé selon les modalités ci-après.

RUC de l'UC Est : RUC de l'UC Nord.

RUC de l'UC Ouest : RUC de l'UC Est.

RUC de l'UC Nord : RUC de l'UC Ouest

L'intérim peut également être assuré par la directrice départementale adjointe travail en cas d'absence d'un ou deux responsables d'unité de contrôle.

En cas d'absence de tout responsable d'unité de contrôle, l'intérim est assuré par le directeur de la DDETS et / ou son adjointe travail.

Article 6 : Intérim des agents de contrôle

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des agents de contrôle désignés à l'article 2, l'intérim est organisé selon les modalités ci-après.

travail en charge de la section E13, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section EA1, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E7 ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E4, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E9, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E10, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E5, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E6, ou en cas d'empêchement par l'Inspecteur du travail en charge de la section N7, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail en charge de la section N2, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N6, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N5, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N4, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N9, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N10, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail en charge de la section N3, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N8,

Article 7 : Pouvoir de contrôle

En cas d'absence ou d'empêchement simultané des inspecteurs du travail faisant obstacle à ce que l'intérim soit assuré selon les modalités fixées à l'article 6, l'intérim est assuré par Monsieur Thomas BOURLEY, inspecteur du travail hors section, ou en cas d'absence ou d'empêchement par le responsable de l'unité de contrôle à laquelle est affecté l'inspecteur du travail, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'agent chargé de son intérim, tel que prévu à l'article 5.

Article 8 : La présente décision abroge et remplace, la décision du 27 novembre 2023 portant affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle et gestion des intérim de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ille-et-Vilaine à compter de sa publication.

Article 9 : La directrice régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Bretagne et le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ille-et-Vilaine sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Cesson Sévigné, le 29 janvier 2024

La Directrice régionale de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités de la région Bretagne


Véronique DESCACQ

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer

35-2024-01-24-00005

Impression



ARRÊTÉ

autorisant la capture temporaire, avec relâcher sur place, de spécimens d'amphibiens protégés, dans le cadre d'une étude scientifique sur les populations d'amphibiens du genre Pelophylax sur différents sites en Ille-et-Vilaine

LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Vu la directive de la Communauté européenne n° 92/43 du 21 mai 1992, modifiée, concernant la conservation des habitats naturels, ainsi que de la faune et de la flore sauvages, et notamment son article 16 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.411-1, L.411-2 et R.411-6 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 février 2007, modifié par l'arrêté du 28 mai 2009, fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2014 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations à l'interdiction de capture de spécimens d'espèces animales protégées peuvent être accordées par les préfets pour certaines opérations pour lesquelles la capture est suivie d'un relâcher immédiat sur place ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 août 2023, donnant délégation de signature à M. Thierry LATAPIE-BAYROO, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

Vu la décision de subdélégation du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine en date du 1er décembre 2023 ;

Vu la demande de dérogation du 6 décembre 2023 pour capture temporaire avec relâcher sur place de spécimens d'amphibiens protégés, présentée par l'UMR Eco Bio 6553 (CNRS/Université de Rennes) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2023 autorisant la capture temporaire avec relâcher sur place de spécimens d'amphibiens protégés ;

Vu la demande complémentaire transmise en date du 10 janvier 2024 ;

Considérant que l'étude des populations d'amphibiens du genre Pelophylax sur les sites prévisionnels vise un objectif de connaissance et de protection de ces espèces ;

Considérant qu'il s'agit de captures temporaires d'amphibiens, réalisées dans un but scientifique et de connaissance de la biodiversité, avec relâcher sur place des individus, dans le cadre des dispositions de l'article L.411-2-4° a) et d) du code de l'environnement ;

Considérant qu'il n'existe pas d'autre solution de moindre impact pour réaliser ces actions d'inventaires ;

Considérant que le projet n'a pas d'effet significatif sur l'état de conservation des espèces protégées concernées et que par conséquent il n'est pas nécessaire de procéder aux modalités définies à l'article L.123-19-2 du code de l'environnement relatif à la participation du public aux décisions individuelles en matière d'environnement ;

Considérant que la présente dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1 - Champ d'application de l'arrêté

La présente dérogation pour capture temporaire d'amphibiens, avec relâcher sur place, est accordée aux chercheurs de l'UMR Eco Bio 6553 (CNRS/Université de Rennes) en lien avec l'Observatoire herpétologique de Bretagne dans le cadre de l'étude des populations d'amphibiens de genre Pelophylax en Ille-et-Vilaine, sur les sites prévisionnels suivants:

- campus de Beaulieu
- campus universitaire de l'Institut Agro
- station biologique de Paimpont
- centre de formation agricole Rennes-Le Rheu
- le secteur de La Prévalaye appartenant à la ville de Rennes, situé entre les étangs d'Apigné et la rocade ouest.

Des observations sur d'autres sites pourront être réalisées après en avoir informé la DDTM.

Article 2 - Personnes autorisées à effectuer les captures-relâchers

La présente dérogation est valable pour les personnes suivantes :

- Jean-Marc PAILLISSON
- Sébastien DUGRAVOT
- Alexandre CARPENTIER
- Nadège BELOUARD

Les détenteurs de cette autorisation ont des compétences naturalistes reconnues, en particulier en herpétologie et sont membres de l'Université de Rennes.

Article 3 - Espèce concernée

Les personnes désignées à l'article 2 sont autorisées à effectuer les opérations de capture et relâcher pour les espèces d'amphibiens (Anoures et Urodèles), protégées par l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021.

Article 4- Durée de la dérogation

La dérogation sera valable après la publication du présent arrêté pour la période entre mars et août 2024.

Article 5 - Modalités de captures

Les captures d'amphibiens seront faites à la main, à l'épuisette et/ou au moyen de dispositif « amphicapt », selon des modalités non vulnérantes. Les dispositifs « amphicapt » seront mis en place le soir et seront relevés le lendemain matin. Les individus capturés seront remis en liberté sur place au bout de quelques minutes après avoir noté leurs caractéristiques. Afin d'optimiser la capture des amphibiens en berges, des captures par nasses pourront être réalisées.

Des mesures particulières d'ordre sanitaire devront être prises afin de réduire les risques de dissémination d'agents infectieux et parasitaires chez les amphibiens lors des interventions sur le terrain, notamment la désinfection du matériel de capture, des bottes et des mains après chaque session de capture. Le protocole retenu devra être conforme aux préconisations de la Société Herpétologique de France.

Article 6 - Compte-rendu des opérations

Le demandeur rédigera, à la fin des opérations, un rapport des opérations de capture-relâcher, détaillant les activités menées sous couvert du présent arrêté. Ce rapport sera adressé sur support papier et en exemplaire numérique à la DDTM d'Ille-et-Vilaine. Le compte-rendu devra comprendre, a minima, la localisation, la

description, la qualification et la quantification du peuplement d'amphibiens identifiés. Les données récoltées au cours de ces opérations alimenteront également la base de données naturaliste, dont l'Observatoire herpétologique de Bretagne.

Article 7 - Contrôles administratifs

Conformément à la note technique du 22 août 2017 relative à l'organisation et la pratique du contrôle par les services et établissements chargés de missions de police de l'eau et de la nature, le contrôle de la bonne application des prescriptions édictées par cet arrêté est susceptible d'être fait par l'OFB ou toute autre structure habilitée par le Code de l'environnement. En cas de contrôle, la personne désignée dans cet arrêté devra être en mesure de présenter la dérogation aux agents de police de l'environnement.

Article 8 - Modifications, suspensions, retrait

L'arrêté de dérogation pourra être modifié, suspendu ou retiré si les obligations faites à la personne autorisée n'étaient pas respectées.

La modification, la suspension ou le retrait ne feront pas obstacle à d'éventuelles poursuites, notamment au titre de l'article L.415-1 à 5 du Code de l'environnement.

En tant que de besoin, les modifications prendront la forme d'un avenant ou d'un arrêté modificatif et seront effectives à la notification de l'acte.

Article 9 – Abrogation

L'arrêté préfectoral du 8 décembre 2023 autorisant la capture temporaire, avec relâcher sur place, de spécimens d'amphibiens protégés, dans le cadre d'une étude scientifique sur les populations d'amphibiens du genre Pelophylax sur différents sites en Ille-et-Vilaine est abrogé.

Article 10 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. En particulier, cet arrêté ne vaut pas autorisation de pénétration dans des propriétés closes relevant de la Loi du 29 décembre 1892, modifiée, ou de la Loi n° 43.374 du 08 juillet 1943.

Article 11 - Voies et délais de recours

La présente décision peut être contestée :

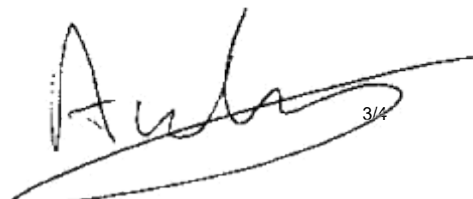
- par recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision considérée, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emportant décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois ;
- par recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision considérée, de manière traditionnelle par voie postale ou en se présentant à l'accueil de la juridiction, ou par l'application Télérecours accessible par le site www.telerecours.fr ; le délai de recours gracieux étant interruptif du délai de recours contentieux.

Article 12 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le directeur de l'UMR Eco Bio 6553 (CNRS/Université de Rennes), le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine et le Chef du Service Départemental de l'Office Français de la Biodiversité d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine et affiché en mairie de Rennes.

Le chef du Service Eau et Biodiversité

Benoît ARCHAMBAULT



3/4

Fait à Rennes, le

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires et de la
Mer et par subdélégation,

•

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer

35-2024-01-24-00006

Impression



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
des Territoires
et de la Mer**

ARRÊTÉ

portant dérogation aux interdictions de destruction, altération, dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées et perturbation intentionnelle de ces espèces (oiseaux), dans le cadre des travaux de démolition partielle de bâtiments de l'usine Stellantis site "Ferrage-La Janais" à Chartres-de-Bretagne

**Le Préfet de la région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 411-1, L. 411-2, L. 414-4 et R. 411-1 à R. 411-14,

Vu l'arrêté interministériel du 19 février 2007, modifié par l'arrêté du 28 mai 2009, fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,

Vu l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

Vu l'arrêté préfectoral du 22 août 2023, donnant délégation de signature à M.Thierry LATAPIE-BAYROO Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

Vu la décision de subdélégation du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine en date du 1er décembre 2023,

Vu la demande de "l'Etablissement Public Foncier de Bretagne" (EPFB) bénéficiaire de la présente dérogation, en date du 20 novembre 2023, afin de réaliser des travaux de démolition partielle de bâtiments de l'usine Stellantis site "Ferrage-La Janais" à Chartres-de-Bretagne,

Vu l'avis favorable, en date du 20 novembre 2023, du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine,

Vu la mise en consultation du public du dossier de demande de dérogation, du 6 au 22 décembre 2023 inclus, conformément à l'article L.123-19-2 du Code de l'environnement,

Vu l'absence d'observations de la part du public lors de cette consultation,

Vu l'avis tacite favorable, en date du 21 janvier 2024, du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de Bretagne (CSRPN),

Considérant que les travaux prévus impactent des habitats de populations d'espèces animales protégées (oiseaux),

Considérant que le projet entre dans le cadre des dispositions des 1° et 3° de l'article L. 411-1 du Code de l'environnement, interdisant notamment la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées ainsi que la perturbation intentionnelle de ces espèces (Goéland brun, Goéland argenté, Goéland marin, Bergeronnette grise),

Considérant que le pétitionnaire est, dès lors, tenu de solliciter une dérogation aux interdictions susvisées, sur le fondement du 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'environnement,

Considérant que ce projet répond à des raisons impératives d'intérêt public majeur d'ordre social, économique et environnemental,

Considérant qu'il ressort du dossier dont dispose l'administration qu'aucune solution alternative ne permettrait de répondre, de manière plus satisfaisante, à la fois aux enjeux de préservation de la biodiversité et des habitats d'espèces animales protégées concernées,

Considérant l'impossibilité de conserver les nids et les habitats existants, compte-tenu de la consistance des travaux programmés sur les bâtiments de Stellantis,

Considérant que les travaux présentés dans le dossier, résultent d'une méthodologie basée sur l'évitement et, pour les impacts ne pouvant être évités, sur des mesures de réduction et d'accompagnement,

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu de délivrer une dérogation portant sur les espèces visées sous réserve de la mise en œuvre, par le détenteur de la dérogation, des mesures d'évitement et d'accompagnement, afin de limiter l'impact sur les espèces visées présentes sur le site,

Considérant que la dérogation sollicitée ne nuira pas au maintien de l'état de conservation de ces espèces dans leur aire de répartition naturelle, compte tenu des mesures prescrites au sein de cet arrêté,

Sur proposition du Chef de l'Unité Biodiversité,

ARRÊTE :

Article 1 – Bénéficiaire

Le bénéficiaire de la présente dérogation est "l'Etablissement Public Foncier de Bretagne" (EPFB), sis 14 boulevard Henri Fréville 35207 Rennes cedex 2.

Article 2 – Objet et nature de la dérogation

Dans le cadre des travaux de démolition partielle de bâtiments de l'usine Stellantis site "Ferrage-La Janais" à Chartres-de-Bretagne, le bénéficiaire cité à l'article 1, est autorisé, conformément au contenu de son dossier de demande de dérogation, et sous réserve du respect des dispositions définies dans le présent arrêté, à déroger aux interdictions suivantes :

- de destruction, d'altération ou de dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos et de perturbation intentionnelles des espèces animales protégées suivantes :

Groupes d'espèces	Espèces impactées	
	Nom vernaculaire	Nom scientifique
Oiseaux	Bergeronnette grise	<i>Motacilla alba</i>
	Goéland argenté	<i>Larus argentatus</i>
	Goéland brun	<i>Larus fuscus</i>
	Goéland marin	<i>Larus marina</i>

En cas de découverte d'une espèce protégée non identifiée au cours de l'étude et susceptible d'être impactée en phase préparatoire ou durant le chantier, le bénéficiaire sera tenu d'en informer immédiatement le Service Eau et Biodiversité de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) d'Ille-et-Vilaine pour validation des éventuelles mesures d'évitement et de réduction. Le cas échéant, le bénéficiaire devra présenter une nouvelle demande de dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées tel que prévu dans l'article R.411-6 et suivants du Code de l'environnement.

Article 3 – Durée de la dérogation

La dérogation est valable à compter de la publication du présent arrêté et jusqu'à la fin des travaux de démolition partielle de bâtiments de l'usine Stellantis à Chartres-de-Bretagne, prévus fin décembre 2024, selon le plan et le planning prévisionnel en annexe. Le planning définitif des travaux devra être transmis à la DDTM au moins 15 jours avant le démarrage des travaux.

Article 4 – Périmètre de la dérogation

La présente dérogation est valable pour les travaux de démolition partielle de bâtiments de l'usine Stellantis site "Ferrage-La Janais" à Chartres-de-Bretagne.

Article 5 – Mesure d'évitement, de réduction et d'accompagnement

La mesure principale d'évitement, consiste à ne pas créer d'impact direct sur les goélands lors de leur période de nidification, et de ce fait, les mesures essentielles consistent à empêcher la nidification des laridés sur la partie du toit à détruire.

Les mesures suivantes sont par conséquent à mettre en œuvre afin de répondre à cet objectif pour ces espèces et leur habitat :

- MR1 - Nettoyage des toitures ;
- MR2 - Effarouchement des goélands (différentes techniques envisagées*) ;
- MR3 - Réduction des surfaces de toit détruites (cf plan annexé) ;
- MR4 - Mise en place de plan de gestion et de mise en défens lors des travaux ;
- MA2 - Mise en place de 3 nids artificiels pour la Bergeronnette grise et 3 nids pour le Rouge queue noir.

* l'utilisation de fusils laser est proscrite

Ces différentes mesures sont détaillées et chiffrées p. 87 à 94 du dossier de demande de dérogation.

Les plans définitifs, avec les emplacements des nids prévus en mesure d'accompagnement pour la bergeronnette grise et le Rouge-queue noir devront être transmis pour validation à la DDTM ; le positionnement les plus adaptés pour les nids seront affinés par le porteur de projet en lien avec la DDTM.

Un accompagnement et une surveillance des travaux par un écologue seront réalisés en phase travaux, pour la mise en place des nichoirs artificiels, et un suivi des effets du projet sur les populations de laridés sera effectué sur le site pendant 5 ans à N+1, N+2, N+3 et N+5. **Les résultats de ces suivis devront être versés aux banques de données de biodiversité et transmis à la DDTM.**

Article 6 – Autres réglementations

Cette dérogation ne dispense, en aucun cas, le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations ou accords requis par d'autres réglementations.

Article 7 – Sanctions administratives et pénales

Le non-respect des dispositions du présent arrêté pourra donner lieu aux sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement. En outre, les infractions pénales aux dispositions de cet arrêté seront punies des peines prévues par l'article L. 415-3 dudit Code.

Article 8 – Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision considérée, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emportant décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois ;
- par recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision considérée, de manière traditionnelle par voie postale ou en se présentant à l'accueil de la juridiction, ou par l'application Télérecours accessible par le site www.telerecours.fr ; le délai de recours gracieux étant interruptif du délai de recours contentieux.

Article 9 – Exécution

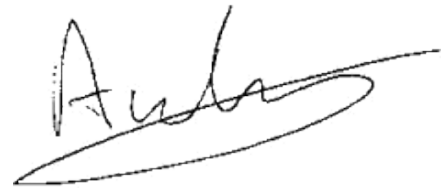
Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, les responsables de "l'Etablissement Public Foncier de Bretagne", le Maire de Chartres-de-Bretagne, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine et le Chef du Service Départemental de l'Office Français de la Biodiversité d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine et affiché en mairie de Chartres-de-Bretagne.

Fait à Rennes, le

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Département des Territoires et de la
Mer et par subdélégation,

Le chef du Service Eau et Biodiversité

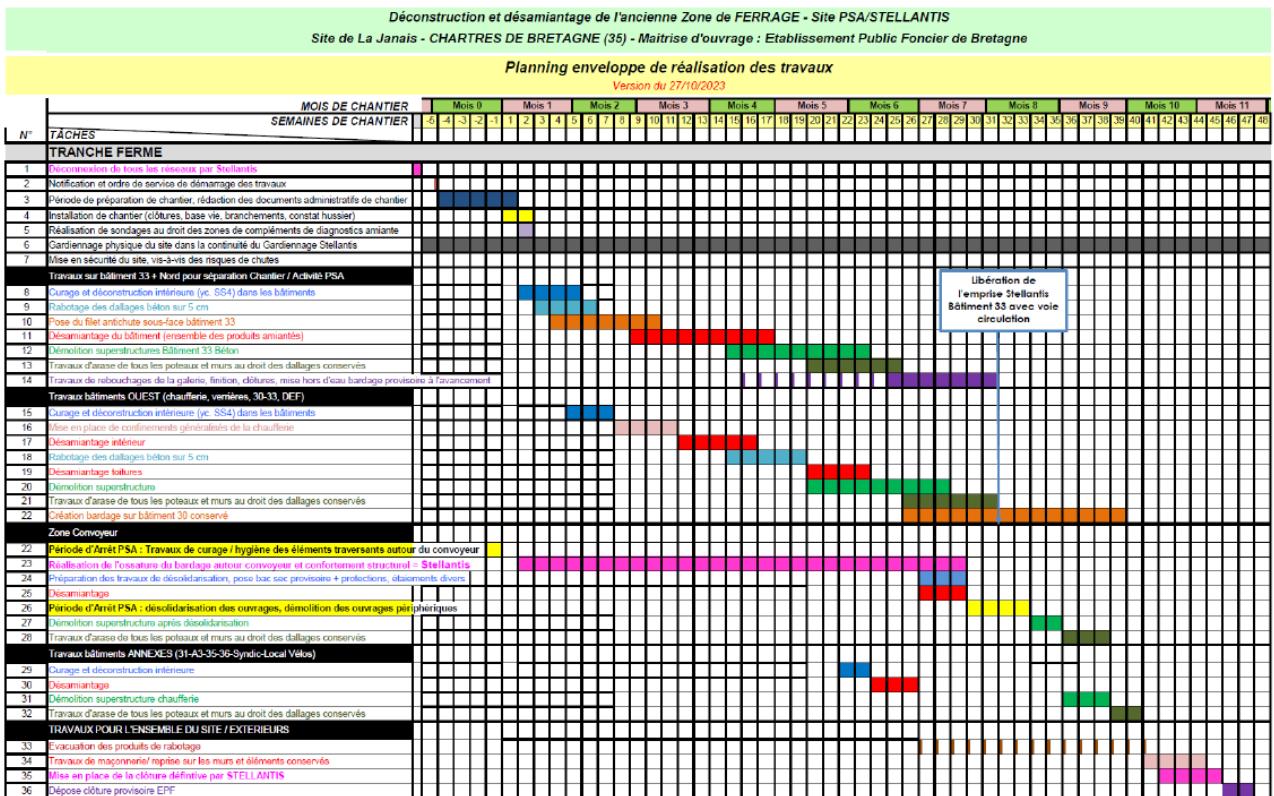
Benoit ARCHAMBAULT

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Benoit Archambault', written over a horizontal line.

ANNEXE



Figure 5. Présentation des bâtiments qui seront conservés et ceux démolis dans le cadre de la réhabilitation partielle



Direction régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement

35-2024-01-29-00003

Arrêté INTERpréfectoral DU 29/01/2024
Portant autorisation à déroger à la protection
des espèces d'amphibiens présentes en
Bretagne pour la période 2024-2030 dans le
cadre de suivis scientifiques

ARRÊTÉ INTERPRÉFECTORAL DU 29/01/2024

**PORTANT AUTORISATION À DÉROGER À LA PROTECTION DES ESPÈCES D'AMPHIBIENS
PRÉSENTES EN BRETAGNE POUR LA PÉRIODE 2024-2030 DANS LE CADRE DE SUIVIS
SCIENTIFIQUES**

LE PRÉFET DES CÔTES- D'ARMOR	LE PRÉFET DU FINIS- TÈRE	LE PRÉFET DE LA RÉ- GION BRETAGNE, PRÉ- FET D'ILLE-ET-VILAINE	LE PRÉFET DU MORBI- HAN
Chevalier de la Légion d'Honneur Officier de l'Ordre National du Mérite	Chevalier de la Légion d'Honneur Officier de l'Ordre National du Mérite	Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur Chevalier dans l'Ordre des Palmes Académiques	Chevalier de la Légion d'Honneur Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le livre IV du code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-1 et suivants, et R. 411-1 à R. 411-14 ;

Vu l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté interministériel du 18 décembre 2014 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations à l'interdiction de capture de spécimens d'espèces animales protégées peuvent être accordées par les préfets pour certaines opérations pour lesquelles la capture est suivie d'un relâcher immédiat sur place ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Éric Fisse, directeur régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne du 21 août 2023 portant subdélégation de signature à Mme Alice Noulin, cheffe de la division Biodiversité, Géologie, Paysage ;

Vu l'arrêté du préfet des Côtes-d'Armor du 27 avril 2022 portant délégation de signature à M. Éric Fisse, directeur régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne du 8 mars 2023 portant subdélégation de signature à Mme Alice Noulin, cheffe de la division Biodiversité, Géologie, Paysage ;

Vu l'arrêté du préfet du Finistère du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Éric Fisse, directeur régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne du 23 août 2023 portant subdélégation de signature à Mme Alice Noulin, cheffe de la division Biodiversité, Géologie, Paysage ;

Vu l'arrêté du préfet du Morbihan du 10 août 2022 portant délégation de signature à M. Éric Fisse, directeur régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne du 8 mars 2023 portant subdélégation de signature à Mme Alice Noulin, cheffe de la division Biodiversité, Géologie, Paysage ;

Vu la demande de dérogation espèces protégées en date du 1er décembre 2023 pour la réalisation d'inventaires herpétologiques présentée par Bretagne-Vivante – SEPNB et Vivarmor Nature ;

Considérant le bien-fondé de la présente demande de dérogation à des fins scientifiques et de conservation des espèces protégées et des habitats naturels dans le cadre du déploiement du protocole POPAmphibien en Bretagne, protocole intégré au programme national de surveillance de l'herpétofaune soutenu par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Considérant que cette demande de dérogation s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article L.411-2 4° a) et d) du code de l'environnement car elle porte sur des opérations à caractère scientifique et visant la connaissance des populations d'amphibiens, leur répartition et leurs tendances ;

Considérant que les pétitionnaires présentent toutes les qualités requises pour effectuer les opérations de capture, de relâcher et d'identification de spécimens d'amphibiens ;

Considérant qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante pour réaliser ces études ;

Considérant que cette opération de capture avec relâcher immédiat n'aura pas d'incidence significative sur l'environnement, et qu'il n'y a donc pas lieu de soumettre la demande de dérogation à la consultation du public en vertu de l'article L.120-1-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la présente décision a été rédigée dans le respect du principe du contradictoire ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTENT

DREAL Bretagne
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES CEDEX

ARTICLE 1^{ER} – Identité des bénéficiaires

Les bénéficiaires de la présente autorisation sont :

Gaétan Guyot,

Gabriel Mazo,

Régis Morel,

Melaine Roullaud,

Stéphane Wiza

pour le compte de Bretagne Vivante – SEPNEB, 19 rue de Gouesnou, 29200 Brest.

Pierre-Alexis Rault

pour le compte de VivArmor Nature, 18 C rue du Sabot, 22440 Ploufragan.

ARTICLE 2 – Périmètre géographique et validité de l'autorisation

Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain du jour de sa dernière publication aux recueils des actes administratifs des préfectures du Finistère, des Côtes-d'Armor, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan.

La dérogation est accordée à compter de sa date de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2030 inclus dans les départements d'Ille-et-Vilaine, des Côtes d'Armor, du Finistère et du Morbihan..

ARTICLE 3 – Nature de l'autorisation et espèces concernées

Les bénéficiaires mentionnés à l'article 1 du présent arrêté, conformément au contenu de son dossier de demande d'autorisation, et sous réserve des prescriptions du présent arrêté, sont autorisés à déroger à la protection de toutes les espèces d'amphibiens protégées présentes en Bretagne pour les opérations portant sur : **la capture avec relâcher immédiat sur place de spécimens vivants pour identification.**

De manière globale, les opérations de capture et périodes de réalisation de ces opérations ne doivent pas entraîner de perturbation dans le cycle biologique des espèces concernées. Les espèces ne doivent subir aucune blessure ou mutilation au cours des opérations. Les spécimens doivent être relâchés sur place immédiatement.

ARTICLE 4 – Nature des actions

Sont concernés par les autorisations visées à l'article 3 les suivis POPAmphibien menés dans le cadre d'activités professionnelles ou bénévoles sous la coordination régionale des associations Bretagne Vivante et VivArmor Nature, structures animatrices du dispositif d'Observatoire herpétologique de Bretagne.

Les bénéficiaires de la présente autorisation ont la possibilité de former d'autres personnes à la capture des amphibiens en vue de mener ces suivis.

Les personnes dûment autorisées par le présent arrêté, ou formées par elles, conservent chacune lors de leurs prospections sur le terrain une copie du présent arrêté accompagnée d'une lettre de mission du directeur ou du président de l'association bénéficiaire, attestant qu'elles ont suivi une formation à la capture des amphibiens par l'un des bénéficiaires mentionnés à l'article 1 du présent arrêté.

ARTICLE 5 – Méthodes

DREAL Bretagne
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES CEDEX

Les outils habituels de capture adaptés à l'inventaire des amphibiens préconisés par la Société Herpétologique de France dans le cadre du protocole POPAmphibien, non vulnérants et non létaux, sont autorisés : épuisette, aquarium démontable de terrain en plexiglass, nasse de type amphicapt ou ortmann, lampes torche et frontale, nasses piscicoles équipées d'un système de flottaison. Tout autre engin vulnérant pour les amphibiens n'est pas autorisé.

Les inventaires sont conduits de jour comme de nuit, toute l'année.

ARTICLE 6 – Précautions sanitaires

La dérogation est accordée sous réserve que le bénéficiaire et les personnes formées mettent en œuvre les mesures de précaution sanitaire recommandées par la Société Herpétologique de France lors de la capture et du relâcher des spécimens, et des déplacements entre lieux de capture.

ARTICLE 7 – Compte-rendu et communication des données

Un compte-rendu annuel des opérations menées en Bretagne est réalisé par Bretagne Vivante et VivArmor Nature et est adressé dans le 1er semestre de l'année suivante à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne (« l'Armorique », 10 rue Maurice Fabre – CS 96515 – 35065 Rennes cedex - spn.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr).

Ce rapport précise :

- le nombre d'opérations conduites au cours de l'année sous couvert de la dérogation ;
- les dates et les lieux par commune des opérations ;
- les espèces ou groupes d'espèces dont la présence a été identifiée ;
- pour les espèces qui sont réputées avoir de faibles effectifs dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations concernés, le nombre de spécimens capturés de chaque espèce et le sexe lorsque ce dernier est déterminable ;
- le nombre d'animaux morts au cours des opérations ;
- le nombre d'animaux non visés dans la dérogation et néanmoins pris dans les matériels de capture.

Les données collectées sur le terrain par les bénéficiaires de la présente autorisation et les personnes qu'elles auraient formées, sont communiquées au niveau de précision auquel elles sont acquises, avec leurs métadonnées, à la plateforme régionale du système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP) selon le standard annexé au présent arrêté.

ARTICLE 8 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies par le présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents visés à l'article L.415-1 du code de l'environnement.

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L.171-1 du code de l'environnement.

Les agents peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté conformément à l'article L.171-3 du code de l'environnement.

ARTICLE 9 – Sanctions administratives et pénales

DREAL Bretagne
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES CEDEX

Le non-respect des dispositions du présent arrêté peut donner lieu aux sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Les infractions pénales aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

ARTICLE 10 – Autres réglementations

La présente dérogation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de solliciter les déclarations ou d'obtenir les autorisations ou accords requis par d'autres réglementations.

ARTICLE 11 – Droits et information des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est notifiée au bénéficiaire.

Le dossier de demande de dérogation initial est consultable auprès du service patrimoine naturel de la DREAL Bretagne.

ARTICLE 12 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux dans les deux mois à compter de la dernière publication aux recueils des actes administratifs auprès du préfet concerné ;
- d'un recours hiérarchique dans les mêmes conditions de délai auprès du ministre chargé de l'environnement ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification au bénéficiaire.

La juridiction administrative peut être saisie par voie postale ou par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>.

ARTICLE 13 - Exécution

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, les directeurs départementaux des territoires et de la mer, la cheffe de service régionale de l'Office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés.

Fait à Rennes, le

Pour les préfets et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

DREAL Bretagne
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES CEDEX

et par délégation,
Pour la Cheffe de Service Patrimoine Naturel,

Alice Noulin,
Cheffe de la Division Biodiversité, Géologie,
Paysage

SIGNÉ

DREAL Bretagne
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES CEDEX

ANNEXE 1 : Standard des données d'observation et des métadonnées
à respecter pour la transmission des données

Les données transmises ont vocation à alimenter le système d'information sur la nature et les paysages (SINP) et de pouvoir être diffusées au niveau régional et national en vue d'améliorer la diffusion de la connaissance sur la biodiversité en Bretagne.

Les données et rapports peuvent être transmis via le serveur mélanissimo du Ministère en charge de l'environnement :

<https://melanissimo.developpement-durable.gouv.fr/>

Les fichiers de données seront remis

- soit au format SIG MapInfo (TAB ou MIF-MID) ou Shape (SHP)
- soit au format Tableur

Le système de coordonnées à utiliser est le système de coordonnées projetées légal RGF 93 en projection Lambert 93.

La structure du standard de données et celle du standard de métadonnées à respecter sont présentées dans le tableau suivant. Ces standards sont présentés, explicités et téléchargeables sur le site Internet de GéoBretagne, dans les pages concernant le pôle-métier Biodiversité :

<https://cms.geobretagne.fr/content/mise-jour-du-modele-darchitecture-de-tables-pour-les-donnees-naturalistes>

Format standard des données (1/3)

Nom du champ	Option	Format	Contenu	Commentaire
CodeNom	obligatoire	entier	code du taxon* selon le référentiel utilisé par le producteur de la donnée	*une donnée du type nom de genre (ex. « puffin sp. ») est gérée par tout « bon » référentiel
NomScientifique	obligatoire	texte	nom scientifique du taxon selon le référentiel utilisé par le producteur de la donnée	un nom scientifique sans ambiguïté cite le(s) nom(s) d'auteur(s)
NomFrancais	optionnel*	texte	nom français du taxon	*Le nom français n'existe pas toujours ; d'où le caractère optionnel, mais fortement recommandé pour la lisibilité de la table par les non spécialistes
ReferentielNom	obligatoire	texte	citation du référentiel nomenclatural utilisé par le producteur de la donnée	l'utilisation d'un référentiel est très fortement recommandé et si possible un référentiel déjà existant
CodeNomTaxRef	obligatoire	texte	code du taxon selon le référentiel national TaxRef du MNHN en utilisant le champ CD_NOM de TaxRef	si le producteur utilise TaxRef pour son référencement, alors CodeNom = CodeNomTaxRef ; ce champ permet d'agréger des tables qui utiliseraient des ReferentielNom différents ;
Presence	obligatoire	texte	seules 2 valeurs possibles : oui / non	Valeur « non » = non observé ; cf. le cas échéant DenombComplement pour des précisions
Denombrement	optionnel	texte*	la quantité dénombrée	*valeurs possibles : valeur entière, valeur décimale, fourchette de valeur... d'où le format texte
DenombComplement	optionnel	texte	toutes spécifications nécessaires à la compréhension de Denombrement	valeurs possibles : grandeur mesurée (la métrique), ordre de grandeur, niveau de précision, niveau d'estimation...
DateDebut	obligatoire	entier	valeur ISO8601 de la date d'observation soit annéemoisjour	ex. : 20160530 pour 30 mai 2016
DateFin	obligatoire*	entier	valeur ISO8601 de la date d'observation soit annéemoisjour	*si la donnée concerne une date unique DateFin = DateDebut
EntiteGeographique	obligatoire	texte*	code spécifique à l'entité selon le référentiel utilisé ; si aucun référentiel n'est utilisé, c'est un numéro classant	si le fichier est au format SIG, ce champ est aussi dans la table attributaire ; *texte : le codage peut être de nature textuelle d'où le format générique texte
TypeGeographique	optionnel* conditionné	texte	type d'entité codée dans le référentiel : maille, commune... ou secteurproducteur si le type n'est pas référencé	optionnel* conditionné: s'il n'est pas cité dans la table, il est cité dans la métadonnée
ReferentielGeographique	optionnel* conditionné	texte	citation du référentiel géographique utilisé ; valeur « néant » si aucun référentiel n'est utilisé	le référentiel peut être institutionnel (commune, cours d'eau...) ou propre au producteur ; optionnel* conditionné: s'il n'est pas cité dans la table, il est cité dans la métadonnée
X	obligatoire*	décimal	coordonnées métriques X et Y en Lambert93 du point	*obligatoire si la géométrie est ponctuelle et que le fichier n'est pas au format SIG
Y	obligatoire*			

Format standard des données (2/3)

Nom du champ	Option	Format	Contenu	Commentaire
Sensibilite	obligatoire	entier	seules 2 valeurs possibles : 1 pour oui / 0 pour non	spécifie si l'observation est de nature sensible ou pas
Flouegeographique	obligatoire	texte	"oui -impact" "non-impact" "oui-confidentiel" "non-confidentiel" "non"	spécifie s'il y a ou pas dégradation de la position géographique et pour quelle raison
Fiabilite	optionnel	entier	seules 3 valeurs possibles : 1 / 2 / 3	hiérarchie : 3 > 2 > 1 ; se référer au référentiel régional « Fiabilité » (en cours de réflexion) pour catégoriser la donnée
TypeObservation	optionnel	texte	seules 3 valeurs possibles : terrain / littérature / collection	
Observateur	obligatoire	texte	la personne (ou l'organisme) à créditer de l'observation ; peut être complété avec l'auteur de l'identification du specimen	valeurs possibles : une personne, un organisme...anonyme, inconnu... si de besoin, créer un champ supplémentaire AuteurIdentification
Producteur	optionnel* conditionné	texte	organisme ayant collecté l'observation auprès de l'observateur	ces trois champs permettent de gérer les multiples cas ayant conduit à l'élaboration de la table ; la notion de maître d'ouvrage permet de gérer une compilation de données issues de divers producteurs
Maitredouvrage	optionnel* conditionné	texte	organisme ayant compilé l'ensemble des données de la présente table	optionnel* conditionné: si ils ne sont pas cités dans la table, ils sont cités dans la métadonnée champ Responsable
Commanditaire	optionnel* conditionné	texte	organisme ayant commandité l'élaboration de la table	

Format standard des métadonnées (3 /3)

Nom du champ	Option	Format	Contenu	Commentaire
TitreLotDonnee	obligatoire	texte	nom donnée au lot de donnée	
DescriptionLotDonnee	obligatoire	texte	description sémantique du contenu du lot de donnée	
IdentifiantLotDonnee	obligatoire	texte	code identifiant de manière unique* le lot de donnée	*une procédure possible pour assurer l'unicité : FR + n° Siren + nom du fichier (cf. wiki GéoBretagne)
ThemeISO	obligatoire	texte	autant de valeurs que nécessaire parmi le lot de mots clés fermés dans le référentiel ThemeISO de GéoBretagne	
ThemeInspire	obligatoire	texte	autant de valeurs que nécessaire parmi le lot de mots clés fermés dans le référentiel ThemeINSPIRE de GéoBretagne	
MotClef	optionnel	texte	valeur(s) au choix du producteur	
ExtensionGeographique	optionnel	texte	liste des limites administratives correspondant à l'extension géographique des données, ainsi que le référentiel administratif utilisé (ex. communes Geofla2015)	ne s'utilise que si l'extension correspond à une limite administrative : « Bretagne », « Départements 22 et 29 »...; seules les limites de la plus grande dimension sont citées (ex. les départements mais pas les communes contenues)
LatitudeN	obligatoire	décimal	les coordonnées métriques x,y de chacun des 4 coins du rectangle de l'emprise maximale du lot de données, en Lambert93	l'automatisation du calcul est possible quand la fiche de métadonnée est directement remplie dans GéoNetWork
LatitudeS	obligatoire			
LongitudeE	obligatoire			
LongitudeO	obligatoire			
DateCreation	obligatoire	entier	valeur ISO8601 année/mois/jour de la date de création du lot de données	ex. : 20160530
DatePublication	obligatoire	entier	valeur ISO8601 année/mois/jour de la date de publication du lot de données	
DateRevision	obligatoire	entier	valeur ISO8601 année/mois/jour de la date de révision du lot de données	révision : correction apportée a posteriori, ajout de champs complémentaire, ajout de lignes de données, etc.
DateDebut	obligatoire	entier	valeur ISO8601 année/mois/jour de la première date de données	
DateFin	obligatoire	entier	valeur ISO8601 année/mois/jour de la dernière date de données	
Methode	obligatoire	texte	concerne les aspects méthodologiques d'acquisition sur le terrain ainsi que de traitement et d'analyse de la donnée	il est possible de citer un lien vers une documentation externe
LimiteUtilisation	optionnel	texte	citer les limites méthodologiques éventuelles liées à l'utilisation du lot de données	ne concerne que les aspects méthodologiques : « données non pertinentes dans telles conditions », etc.
EchelleUtilisation	obligatoire	texte	citer la gamme d'échelle pour laquelle le lot de donnée reste pertinent	
ContrainteUtilisation	optionnel	texte	citer les contraintes éventuelles (autres que méthodologiques) liées à l'utilisation du lot de donnée	ex. : « usage libre sous réserve des mentions obligatoires sur tout document de diffusion... », « ne pas diffuser ce lot de donnée en l'état car contient des données sensibles précises », etc.
AccesDonnees	optionnel	texte	lien pour accéder à la donnée	cas où la donnée peut être téléchargée via un site, une plateforme
Contact	obligatoire	texte	personne à contacter pour tout renseignement sur le lot de donnée ou sur son accès	l'information doit permettre d'accéder le plus directement possible à la personne ressource
Responsable	obligatoire	texte	organisation(s) ou personne(s) responsable(s) de la création, gestion, maintenance et diffusion du lot de données	ce champ permet d'exprimer aussi selon les cas : le/les producteurs et/ou le maître d'ouvrage et/ou le commanditaire

Direction régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement

35-2024-01-17-00005

Arrêté fixant des prescriptions complémentaires
relatives à la sécurité du barrage de la Cantache



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Service de Prévention des Pollutions et des Risques

ARRÊTÉ

fixant des prescriptions complémentaires relatives à la sécurité du barrage de la Cantache situé sur les communes de Champeaux, Montreuil-sous-Pérouse et Pocé-les-bois

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE,
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE**

VU le Code de l'environnement et notamment les articles R. 214-112 à R. 214-132;

VU le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques, en particulier son article 30 ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des évènements ou évolutions concernant un barrage ou une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 portant complément à l'autorisation reconnue au titre de l'article L. 214-6 du Code de l'environnement concernant le barrage de Villaumur sur la Cantache ;

VU la convention de transfert de la propriété et de la gestion des « barrages de Haute Vilaine » établie entre le département d'Ille-et-Vilaine et l'EPTB Vilaine le 15 juillet 2019 ;

VU le courrier de déclaration de transfert de propriété réalisé le 12 mars 2020 par l'EPTB Vilaine, en application de l'article R. 181-47 du Code de l'environnement ;

VU le dossier de l'étude de dangers du barrage de la Cantache établi par ARTELIA et transmis le 7 juin 2017 ;

VU le rapport d'instruction réalisé par le service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques de la DREAL Bretagne daté du 29 mars 2023 auquel est annexé un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires ;

VU le courrier de réponses d'Eaux et Vilaine du 20 mai 2023 présentant les remarques, en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires modifié transmis à Eaux et Vilaine par courrier du 26 octobre 2023 ;

VU les remarques d'Eaux et Vilaine transmises par courrier du 30 novembre 2023, en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT le changement de propriétaire et de gestionnaire du barrage de la Cantache ;

CONSIDÉRANT que le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 a modifié les périodicités de réalisation des documents réglementaires prescrits par l'article R. 214-122 à R. 214-126 du Code de l'environnement, et qu'il convient de fixer les nouvelles échéances de leur réalisation ;

CONSIDÉRANT que l'instruction de l'étude de dangers du barrage de la Cantache a montré qu'il est nécessaire :

- de mettre en place la surveillance des ouvrages annexes du barrage,
- d'établir une étude hydraulique qui permet de démontrer la conformité de l'ouvrage aux normes de sécurité,
- d'acquérir des connaissances approfondies géotechniques, de l'état du parement amont et de la composition du béton,
- de vérifier la stabilité du barrage de la Cantache avec ces données consolidées,
- de mettre à jour la présentation de la politique de prévention des accidents majeurs et du système de management de la sécurité et
- d'évaluer le risque de rupture de l'ouvrage de Rabaud et ses conséquences en étudiant sa stabilité.

CONSIDÉRANT que, par application de l'article L.181-14 du Code de l'environnement, le préfet peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4, dont il découle que les prescriptions doivent garantir la sécurité de l'ouvrage ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : CHANGEMENT DE BÉNÉFICIAIRE

EAUX ET VILAINE (anciennement EPTB Vilaine), Boulevard de Bretagne, 56130 LA ROCHE BERNARD, représenté par son Président, est autorisé à se substituer dans ses droits et obligations au département d'Ille-et-Vilaine, pour maintenir dans les conditions définies, par les arrêtés préfectoraux du 17 mars 1993 et du 18 septembre 2009, le barrage de la Cantache sur les communes de Champeaux, Montreuil-sous-Pérouse et Pocé-les-bois.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ DES OUVRAGES HYDRAULIQUES

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« EAUX ET VILAINE, ci-après désigné responsable d'ouvrage, met en œuvre les dispositions fixées aux articles R. 214-122 à R. 214-126 du Code de l'environnement, selon les modalités et délais suivants à compter de la notification du présent arrêté :

PRESCRIPTIONS	Délai
<p><u>1°) Rapport de surveillance</u> Une visite technique approfondie (VTA) est effectuée au moins une fois entre deux rapports de surveillance.</p>	<p>31 janvier 2024 puis tous les 3 ans</p>
<p><u>2°) Rapport d'auscultation</u> Il est établi par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132 du Code de l'environnement.</p>	<p>31 décembre 2025 puis tous les 5 ans</p>
<p><u>3°) Étude de dangers</u> Elle est établie par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132 du Code de l'environnement.</p>	<p>1^{er} juin 2032 puis tous les 15 ans</p>

Les rapports visés au 1°), 2°) et 3°) sont transmis au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques (DREAL Bretagne) dans le mois suivant leur rédaction. Ils sont systématiquement accompagnés d'un écrit du responsable d'ouvrage précisant, le cas échéant, les mesures qu'il s'engage à mettre en œuvre pour remédier aux éventuels défauts ou désordres qui seraient mis en exergue.

Toute mise à jour du document exigé au 2°) de l'alinéa I de l'article R. 214-122 du code de l'environnement (document d'organisation – consignes d'exploitation) est transmise au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques (DREAL Bretagne) dans le mois suivant sa mise à jour. »

ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES OUVRAGES ANNEXES

EAUX ET VILAINE réalise périodiquement une VTA des ouvrages annexes localisés en amont du barrage de la Cantache et au sein de la retenue : ouvrages de la pré-retenu de Gérard, de la pré-retenu de Corbanne, de l'ouvrage de Rabaud et de la pré-retenu de Gazon. Cette VTA est réalisée à la même fréquence que celle du barrage de la Cantache.

EAUX ET VILAINE intègre cette disposition dans le document d'organisation prévu 2°) de l'alinéa I de l'article R. 214-122 du Code de l'environnement **dans les trois mois suivant la notification de cet arrêté.**

ARTICLE 4 : ÉTUDE HYDRAULIQUE

Sur la base de données hydrologiques actualisées, EAUX ET VILAINE fait établir une étude hydraulique du barrage de la Cantache. Cette étude présente les courbes de débit des organes hydrauliques, l'hydrogramme de crue et un calcul de laminage. Les données fournies justifient le choix de la cote des plus hautes eaux (PHE) et le dimensionnement de l'évacuateur de crue suivant les recommandations du Comité Français des Barrages et Réservoirs (« *Recommandations pour le dimensionnement des évacuateurs de crues de barrages* » CFBR – 2013).

EAUX ET VILAINE justifie :

- le volume de la retenue à la cote PHE et établit la courbe hauteur / volume du plan d'eau, *a minima* jusqu'à la cote PHE ;
- la sensibilité du barrage aux embâcles, notamment en s'appuyant sur les recommandations du Comité Français des Barrages et Réservoirs (« *Recommandations pour le dimensionnement des évacuateurs de crues de barrages* » CFBR – 2013) et sur le logigramme de détermination du risque d'embâcles.

EAUX ET VILAINE vérifie le respect des recommandations relatives à la revanche du Comité Français des Barrages et Réservoirs (« *Recommandations pour la justification de la stabilité des barrages et des digues en remblai* » CFBR – 2015) dans la plus défavorable des deux situations suivantes (item 27 du chapitre V de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 août 2018 visé) :

- un vent de période de retour 50 ans pour une cote PHE,
- un vent de période de retour 1000 ans pour une cote de retenue normale.

Pour cela, les données actualisées de la norme EN 1991 1-4 sont utilisées.

Cette étude est réalisée par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132 du Code de l'environnement.

Elle est transmise au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques (DREAL Bretagne) **avant le 31 juillet 2025.**

ARTICLE 5 : ÉTUDE GÉOTECHNIQUE

EAUX ET VILAINE fait établir une étude géotechnique permettant de déterminer les caractéristiques géomécaniques (notamment la cohésion, la granulométrie et la perméabilité) des matériaux présents au niveau de la fondation et au contact entre l'ouvrage et la fondation du barrage de la Cantache.

Cette étude est réalisée par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132 du Code de l'environnement.

Elle est transmise au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques (DREAL Bretagne) **avant le 31 juillet 2025.**

ARTICLE 6 : DIAGNOSTIC DU PAREMENT AMONT

EAUX ET VILAINE fait procéder à un contrôle exhaustif de l'état du parement amont du barrage de la Cantache. Ce contrôle vise à évaluer l'état technique général du parement amont et l'étanchéité de l'ouvrage, en particulier au niveau des différents joints situés entre les plots auto stables.

Une analyse des constats faits lors de ce contrôle est réalisée par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132 du Code de l'environnement. L'organisme agréé indique également ses recommandations pour le traitement des défauts ou désordres du parement amont qui seraient éventuellement notés.

EAUX ET VILAINE transmet au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques (DREAL Bretagne) **avant le 31 juillet 2025** le rapport de l'analyse de l'organisme agréé. Il est accompagné d'un écrit du responsable d'ouvrage précisant, le cas échéant, les mesures qu'il s'engage à mettre en œuvre pour remédier aux éventuels défauts ou désordres qui seraient mis en exergue.

ARTICLE 7 : ÉTUDE DE LA COMPOSITION DES BÉTONS MIS EN ŒUVRE

EAUX ET VILAINE fait procéder à une étude de la composition des bétons du barrage de la Cantache. Cette étude vise à étudier les propriétés physiques des bétons mis en œuvre. Afin d'acquérir les connaissances approfondies permettant d'expliquer les défauts identifiés sur les bétons et en complément du diagnostic du parement amont indiqué à l'article 6, l'étude fait état :

- des résultats d'une campagne d'essais (essais mécaniques, essais de durabilité, essais chimiques et microstructuraux) et
- d'une étude documentaire : recherche et analyse des documents de construction afin d'y rechercher des éventuels défauts de construction (mise en œuvre des matériaux et/ou composition des bétons).

Cette étude est réalisée par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132 du Code de l'environnement. L'organisme agréé indique également ses recommandations pour le traitement des défauts ou désordres, notamment concernant la présence d'ettringite primaire non gonflante et d'une altération du béton en rive droite.

EAUX ET VILAINE transmet au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques (DREAL Bretagne) **avant le 31 juillet 2025** le rapport de l'analyse de l'organisme agréé. Il est accompagné d'un écrit du

responsable d'ouvrage précisant les mesures qu'il s'engage à mettre en œuvre pour remédier aux défauts ou désordres qui seraient mis en exergue.

ARTICLE 8 : ÉTUDE DE STABILITÉ DU BARRAGE

EAUX ET VILAINE fait procéder à l'actualisation de l'étude de stabilité du barrage de la Cantache. L'étude est actualisée avec :

- les données fournies par l'étude hydraulique prévue à l'article 4 du présent arrêté,
- les données fournies par l'étude géotechnique prévue à l'article 5 du présent arrêté,
- les données fournies par le diagnostic du parement amont prévue à l'article 6 du présent arrêté,
- les données fournies par l'étude de la composition des bétons prévue à l'article 7 du présent arrêté et
- les données actualisées des mesures de sous pression présentes dans le dernier rapport d'auscultation disponible au moment de la réalisation de cette étude de stabilité.

Cette étude vérifie le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 août 2018 visé, en particulier pour la situation transitoire de vidange (item 22 du chapitre V de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 août 2018 visé) et les situations de défaillance de l'étanchéité ou du drainage en condition normale d'exploitation (item 24 du chapitre V de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 août 2018 visé).

Sur la base des constats faits lors de la surveillance de l'ouvrage, cette étude intègre une analyse spécifique du risque d'érosion interne. Les différents modes d'érosion interne sont étudiés (érosion conduit, suffusion, érosion par contact) et en particulier le processus d'érosion régressive. La performance du rideau d'étanchéité est également analysée.

Cette étude est réalisée par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132 du Code de l'environnement.

Elle est transmise au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques (DREAL Bretagne) **avant le 31 juillet 2026.**

ARTICLE 9 : PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS MAJEURS ET DU SYSTÈME DE GESTION DE LA SÉCURITÉ

EAUX ET VILAINE fait procéder à l'actualisation du chapitre 4 de l'étude de danger (EDD) du barrage de la Cantache : « *Présentation de la politique de prévention des accidents majeurs et du système de gestion de la sécurité* ». Celle-ci prend en compte le changement de responsable d'ouvrage et justifie les évaluations des risques faites pour les événements initiateurs et les barrières de sécurité liés à l'organisation du responsable d'ouvrage.

L'actualisation du chapitre 4 de l'EDD est réalisée par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132 du Code de l'environnement.

Elle est transmise au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques (DREAL Bretagne) **avant le 31 juillet 2025.**

ARTICLE 10 : ÉTUDE DE STABILITÉ DE L'OUVRAGE DE RABAUD ET ÉVALUATION DES RISQUES DE RUPTURE DE L'OUVRAGE DE RABAUD (EIC N°1) ET DU BARRAGE DE LA CANTACHE (ERC N°1)

EAUX ET VILAINE fait procéder à la réalisation d'une étude de stabilité de l'ouvrage de Rabaud. Cette étude tient compte du risque d'obstruction en crue par des embâcles. Le dimensionnement des évacuateurs de crues est justifié suivant les recommandations du Comité Français des Barrages et Réservoirs (« *Recommandations pour le dimensionnement des évacuateurs de crues de barrages* » CFBR – 2013).

L'étude de stabilité de l'ouvrage de Rabaud est réalisée par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132 du Code de l'environnement.

Elle est transmise au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques (DREAL Bretagne) **avant le 31 juillet 2026.**

En fonction des conclusions de l'étude de stabilité de l'ouvrage de Rabaud, EAUX ET VILAINE fait procéder à l'actualisation des analyses suivantes fournies dans le dossier d'étude de dangers :

- l'analyse des risques de rupture de l'ouvrage de Rabaud (EIC n°1) et
- l'analyse des risques de rupture du barrage de la Cantache (ERC n°1).

Les actualisations des analyses de risques de rupture de l'ouvrage de Rabaud et du barrage de la Cantache sont réalisées par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132 du Code de l'environnement.

Elles sont transmises au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques (DREAL Bretagne) **avant le 30 novembre 2026.**

ARTICLE 11 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté est notifié à EAUX ET VILAINE.

En application de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est affichée pendant une durée d'un mois minimum dans les mairies des communes de Champeaux, Montreuil-sous-Pérouse et Pocé-les-bois ;
- le présent arrêté préfectoral est publié sur le site internet des services de l'État dans le département d'Ille-et-Vilaine, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 12 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

I. – Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Rennes en application des articles R. 181-50 à R. 181-52 du code de l'environnement :

- par le responsable d'ouvrage dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publication accomplie.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

II. – La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés précédemment.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

Le cas échéant, le préfet fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour déposer un recours contre cette décision devant le tribunal administratif de Rennes.

III. – À peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité, tout recours administratif ou contentieux fait par un tiers doit être notifié :

- au préfet d'Ille-et-Vilaine, 81 boulevard d'Armorique 35700 Rennes

- à EAUX ET VILAINE, Boulevard de Bretagne - BP 11 - 56130 LA ROCHE BERNARD

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 13 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, les maires des communes de Champeaux, Montreuil-sous-Pérouse et Pocé-les-bois, le directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rennes, le **17 JAN. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Pierre LARREY

Préfecture d'Ille-et-Vilaine

35-2024-01-25-00003

Arrêté portant attribution de la médaille de
l'enfance et des familles au titre de la promotion
2023

ARRÊTÉ

portant attribution de la médaille de l'enfance et des familles
au titre de la promotion 2023

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE**

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles D215-7 à D215-13 ;

VU le décret n°2022-203 du 17 février 2022 relatif à la médaille de l'enfance et des familles ;

VU l'arrêté du 02 mars 2022 relatif à la médaille de l'enfance et des familles ;

Sur propositions de l'Union départementale des associations familiales d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE

Article 1 : La médaille de l'enfance et des familles est décernée aux personnes dont les noms suivent, afin de rendre hommage à leur mérite et leur témoigner la reconnaissance de la Nation.

Madame BANQUETEL Emmanuelle née PRUNERA

Madame BILLY Angélique née RICHARD

Madame FOURNIER Janine née ODIC

Madame LE BON Allison

Madame MORIN Marie-Louise née DAGUIN

Monsieur MARTIN Jean-René

Article 2 : Le Secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Sous-préfet de l'arrondissement de Fougères-Vitré, le Sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Malo ainsi que les maires des communes intéressées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rennes, le 25 janvier 2024

Le Préfet

Philippe GUSTIN



Préfecture d'Ille-et-Vilaine

35-2024-01-29-00001

Arrêté relatif à l'organisation d'une session d'examen de formateur en premiers secours par le comité départemental de la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme d'Ille-et-Vilaine (FFSS) le vendredi 02 février 2024 à 9 h à LA RICHARDAIS.

ARRÊTÉ
relatif à l'organisation d'une session d'examen de formateur en premiers secours
par le comité départemental de la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme d'Ille-et-Vilaine
(FFSS 35)

Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine

- Vu** le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;
- Vu** le décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 3 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours » ;
- Vu** la décision d'agrément n° PAE FPS – 0110 D 75 délivrée le 1^{er} octobre 2021 par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises à la fédération française de sauvetage et de secourisme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 11 janvier 2024 renouvelant l'agrément n°35-96-07 du comité départemental de la fédération française de sauvetage et de secourisme d'Ille-et-Vilaine ;
- Vu** la demande présentée le 10 janvier 2024 par le président du comité départemental de la fédération française de sauvetage et de secourisme d'Ille-et-Vilaine afin d'organiser un examen de formateur en premiers secours ;
- Sur proposition de** Madame la sous-préfète, directrice de cabinet de Monsieur le préfet d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1 : Une session d'examen pour l'obtention du certificat de compétence de formateur en premiers secours est organisée le **vendredi 02 février 2024, à 9 heures**, dans les locaux de la FFSS 35, situés 2 rue de l'Hermitage à LA RICHARDAIS (35 780). Le nombre de candidats présentés est de sept (7).

Article 2 : Le jury sera ainsi composé :

Le Président représentant Monsieur le préfet d'Ille-et-Vilaine :	M. Christian POUTRIQUET
Les membres du jury :	Dr Alain BAERT Mme Fanny POUTRIQUET Mme Anaïs PRUVOST M. Byron ROUSSEL

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Ille-et-Vilaine.

Rennes, le

29 JAN. 2024

Pour le préfet,
Le directeur des sécurités


David ANTOINE

Préfecture d'Ille-et-Vilaine

35-2024-01-29-00002

Arrêté relatif à l'organisation d'une session
d'examen de formateur en prévention et secours
civiques par la Fédération Française de
Sauvetage et de Secourisme (FFSS 35)



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ

**relatif à l'organisation d'une session d'examen de formateur en prévention et secours civiques
par la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu le décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme ;

Vu l'arrêté interministériel du 4 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques » ;

Vu la décision d'agrément n° PAE FPSC – 2406 C 75 délivrée le 24 juin 2021 par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises à la fédération française de sauvetage et de secourisme ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 janvier 2024 renouvelant l'agrément n°35-96-07 du comité départemental de la fédération française de sauvetage et de secourisme d'Ille-et-Vilaine ;

Vu la demande présentée le 10 janvier 2024 par le président du comité 35 FFSS afin d'organiser un examen de formateur en prévention et secours civiques ;

Sur proposition de Madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1 : Une session d'examen pour l'obtention du certificat de compétence de formateur en prévention et secours civiques est organisée le **02 février 2024, à 11 heures**, dans les locaux de la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme situés 2 rue de l'Hermitage à LA RICHARDAIS. Le nombre de candidats présentés est de sept (07).

Article 2 : Le jury sera ainsi composé :

Le Président représentant Monsieur le Préfet d'Ille-et-Vilaine :	M. Christian POUTRIQUET
Les membres du jury :	Dr Alain BAERT Mme Fanny POUTRIQUET Mme Anaïs PRUVOST M. Byron ROUSSEL

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Rennes, le **29 JAN. 2024**

Pour le préfet,
Le directeur des sécurités

David ANTOINE

Sous-Préfecture de Redon

35-2024-01-29-00004

Arrêté n° 22-35-4-001 portant abrogation d'une habilitation dans le domaine funéraire pour l'établissement COSTARD Denis à LA BOUSSAC



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRETE du lundi 29 janvier 2024
portant abrogation d'une habilitation dans le domaine funéraire
Dossier N° 35-4-001**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2223-19, L. 2223-23, L. 2223-24 et R. 2223-56 à R. 2223-65 ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant réorganisation de la Préfecture de l'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2023 donnant délégation permanente de signature pour l'ensemble du département à Monsieur Pascal BAGDIAN, Sous-Préfet de Redon ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 juin 2022, portant renouvellement de son habilitation dans le domaine funéraire, pour une période de cinq ans à compter du 9 juin 2022, de l'établissement dénommé «Pompes Funèbres COSTARD », exploité 10 place de l'Eglise à 35120 LA BOUSSAC sous le numéro d'habilitation n° 22-35-4-001, modifié par arrêté en date du 13 octobre 2022 ;

Considérant la vente de l'entreprise en date du 1^{er} juillet 2023 ;

ARRÊTE

Article 1er - L'habilitation dans le domaine funéraire délivrée à Monsieur Denis COSTARD, gérant, pour l'établissement dénommé «Pompes Funèbres COSTARD», exploité 10 place de l'Église à 35120 LA BOUSSAC, est abrogée à compter du 1^{er} juillet 2023.

Article 2 – M. le sous-préfet de Redon et Mme la maire de La Boussac, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Redon, le jeudi 29 janvier 2024

Le sous-préfet de Redon

Pascal BAGDIAN

Voies et délais de recours

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 - 35044 RENNES cedex, également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture de Redon

35-2024-01-22-00009

Arrêté n° 24-35-1-080 portant renouvellement
d'habilitation dans le domaine funéraire pour
l'établissement Ambulances Guerchaises
(THOMMEROT Catherine) à LA GUERCHE DE
BRETAGNE



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

SOUS-PRÉFECTURE DE REDON
Direction de la réglementation

A R R Ê T É

portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire

LE PRÉFET DE LA REGION DE BRETAGNE,
PRÉFET DE L'ILLE-ET-VILAINE

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2223-19, L.2223-23, L.2223-24 et R.2223-56 à R. 2223-65 ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant réorganisation de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2023 donnant, dans le domaine de la législation funéraire, délégation permanente de signature pour l'ensemble du département à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de Redon ;

VU la demande formulée par Mme Catherine JAN épouse THOMMEROT, gérante de la SARL Ambulances Guerchaises 12 rue de la Peltière, ZI la Bougeoire à 35130 LA GUERCHE DE BRETAGNE, sollicitant le renouvellement de ladite société dans le domaine funéraire (précédente habilitation délivrée le 23 octobre 2017 sous le n° 17-35-3-154) ;

A R R Ê T É

Article 1 : L'établissement dénommé SARL Ambulances Guerchaises exploité 12 rue de la Peltière, ZI la Bougeoire à 35130 LA GUERCHE DE BRETAGNE par Mme Catherine JAN épouse THOMMEROT, gérante, est habilité à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Transport de corps avant et après mise en bière,
- Organisation des obsèques,
- Soins de conservation (en sous traitance avec HYTHA 35 habilitée sous le n° 21-35-2-152)
- Fourniture de housses, cercueils et accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que d'urnes cinéraires,
- Gestion et utilisation d'une chambre funéraire située à Martigné Ferchaud,
- Fourniture de corbillards et voitures de deuil,
- Fourniture de personnel, objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations ou crémations.

Article 2 : Le numéro de l'habilitation est : **24-35-1-080**.

Article 3 : La durée de la présente habilitation est fixée à **CINQ ANS à compter du 23 août 2023**.

Article 4 : Toute modification dans les indications fournies par le responsable de l'établissement doit être déclarée dans un délai de deux mois à la sous-préfecture de Redon.

Article 5 : M. le sous-préfet de Redon et Mme la maire de La Guerche de Bretagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Redon, le 22 janvier 2024

Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet de Redon,

Pascal BAGDIAN

Voies et délais de recours :

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (l'absence de réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 - 35044 RENNES cedex, également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture – Place Charles de Gaulle – 35600 REDON

☎ 0800.71.36.35 – 📧 : sp-redon@ille-et-vilaine.gouv.fr

Sous-Préfecture de Redon

35-2024-01-22-00010

Arrêté n° 24-35-1-081 portant renouvellement
d'habilitation dans le domaine funéraire pour
l'établissement Ambulances Guerchaises
(THOMMEROT Catherine) à MARTIGNE
FERCHAUD



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

SOUS-PRÉFECTURE DE REDON
Direction de la réglementation

ARRÊTÉ

portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire

LE PRÉFET DE LA REGION DE BRETAGNE,
PRÉFET DE L'ILLE-ET-VILAINE

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2223-19, L.2223-23, L.2223-24 et R.2223-56 à R. 2223-65 ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant réorganisation de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2023 donnant, dans le domaine de la législation funéraire, délégation permanente de signature pour l'ensemble du département à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de Redon ;

VU la demande formulée par Mme Catherine JAN épouse THOMMEROT, gérante de la SARL Ambulances Guerchaises, ZA Emile Bridel à 35640 MARTIGNE FERCHAUD, sollicitant le renouvellement de ladite société dans le domaine funéraire (précédente habilitation délivrée le 23 octobre 2017 sous le n° 17-35-3-155) ;

ARRÊTE

Article 1 : L'établissement dénommé SARL Ambulances Guerchaises exploité ZA Emile Bridel à 35640 MARTIGNE FERCHAUD par Mme Catherine JAN épouse THOMMEROT, gérante, est habilité à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Transport de corps avant et après mise en bière,
- Organisation des obsèques,
- Soins de conservation (en sous traitance avec HYTHA 35 habilitée sous le n° 21-35-2-152),
- Fourniture de housses, cercueils et accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que d'urnes cinéraires,
- Gestion et utilisation d'une chambre funéraire située à Martigné Ferchaud
- Fourniture de corbillards et voitures de deuil,
- Fourniture de personnel, objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations ou crémations.

Article 2 : Le numéro de l'habilitation est : **24-35-1-081**.

Article 3 : La durée de la présente habilitation est fixée à **CINQ ANS à compter du 31 août 2023**.

Article 4 : Toute modification dans les indications fournies par le responsable de l'établissement doit être déclarée dans un délai de deux mois à la sous-préfecture de Redon.

Article 5 : MM. le sous-préfet de Redon et maire de Martigné Ferchaud sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Redon, le 22 janvier 2024

Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet de Redon,

Pascal BAGDIAN

Voies et délais de recours :

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (l'absence de réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 - 35044 RENNES cedex, également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture – Place Charles de Gaulle – 35600 REDON
☎ 0800.71.36.35 – 📧 : sp-redon@ille-et-vilaine.gouv.fr